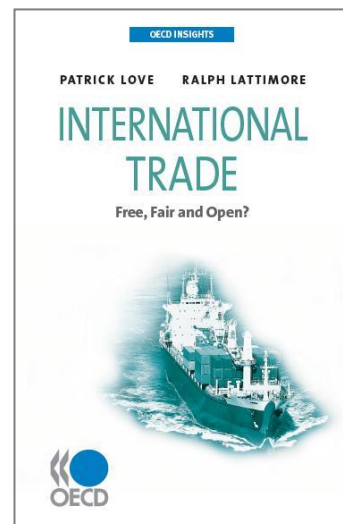


OECD Insights
International Trade: Free, Fair and Open?
Summary in French



Les essentiels de l'OCDE

Le commerce international : Libre, équitable et ouvert ?

Résumé en français

- Le commerce international influe sur une multitude de domaines : emploi, consommation, lutte contre la pauvreté mais aussi environnement et relations entre pays. Il est, en retour, façonné par une foule de facteurs dont la gamme s'étend des ressources naturelles à la mode.
- Les questions liées au commerce international peuvent susciter des débats passionnés, et pour faire face à des problèmes économiques majeurs, on exige bien souvent le recours à des mesures commerciales telles que la limitation des importations et des exportations. Quels sont les avantages et les inconvénients rattachés au commerce international ? Que peut faire la politique commerciale, et quelles sont ses limites ? Bien comprendre ces questions nous aidera à nous faire notre propre opinion sur les débats qui entourent le sujet du commerce international.
- Cet ouvrage de la collection « Les essentiels de l'OCDE » examine les forces qui façonnent le commerce mondial ainsi que l'impact que ce dernier a sur nos vies et nos sociétés.

Le saviez-vous ?

- La part des pays de l'OCDE dans les échanges mondiaux a chuté de 73% en 1992 à 64% en 2008.

- Si les droits de douane étaient éliminés dans le monde entier, plus de la moitié des avantages iraient aux pays en développement.
- Une augmentation de 10% des échanges commerciaux est associée à un accroissement de 4% du revenu par habitant.
- Le nombre de signatures nécessaires pour importer des biens varie de 3 à 30 selon les régions.
- En moyenne, 95% des aliments que nous consommons proviennent du pays où nous vivons.
- Lorsqu'Adam Smith a écrit *La richesse des nations*, le terme « science économique » n'existait pas.

La part du commerce international dans le PIB mondial, qui était d'environ 40% en 1992, dépasse aujourd'hui 50%. Dans le même temps, la part des pays de l'OCDE dans les échanges mondiaux a chuté de 73% à 64%.

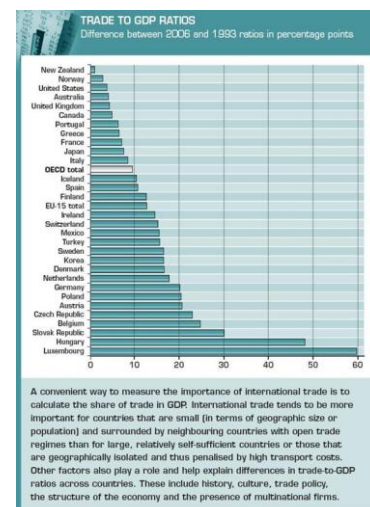
Les échanges commerciaux affectent, à une étape ou à une autre, pratiquement tout ce que nous achetons et ils influent sur de nombreux aspects de notre vie quotidienne. Déterminer si cette influence est bonne ou mauvaise dépend de notre façon d'envisager les choses. Des produits bon marché peuvent être une bonne chose pour les consommateurs, mais qu'en est-il pour ceux qui les fabriquent ou les vendent ?

Nombre des questions soulevées par le sujet du commerce international appellent des réponses complexes. Les échanges commerciaux peuvent être un puissant moteur pour la mise en place de changements positifs, mais ils peuvent aussi engendrer problèmes et incertitudes. Ils ne sont peut-être pas le plus important des facteurs déterminant la prospérité des pays et des personnes, mais cependant une prospérité durable n'est pas envisageable sans eux.

L'expérience des économies industrielles anciennes ou émergentes confirme cette réalité. Le commerce est donc une composante importante de toute stratégie économique mondiale visant la prospérité et la croissance sur le long terme.

Parmi les points positifs découlant des échanges commerciaux figure le fait qu'ils rendent plus de biens disponibles à des prix plus avantageux et pour plus de personnes. « Plus », c'est entendu, mais quel est ici le point de comparaison ? Les échanges commerciaux faisant partie intégrante des économies modernes, la comparaison est en effet difficile à établir – mais tentons cependant d'imaginer une situation dans laquelle les uniques biens et services à notre disposition seraient ceux qui nous aurions générés par nous-mêmes.

Part du commerce dans le PIB



Si l'ouverture des marchés a favorisé le commerce et la croissance économique dans le monde au cours des dernières décennies, les droits de douane-les taxes prélevées par les pays importateurs sur les biens en provenance de l'étranger- restent encore un obstacle essentiel à l'accès aux marchés. D'après les estimations de l'OCDE, en supprimant tous les droits sur le commerce de marchandises et en diminuant les coûts commerciaux de 1% de la valeur du commerce mondial, on améliorerait le bien-être mondial de plus de 170 milliards de dollars par an, majorant jusqu'à 2% le PIB annuel actuel de certaines régions.

Selon des estimations prudentes, il en résulterait une amélioration substantielle du bien-être dans les pays en développement comme dans les pays développés. Dans beaucoup de ces scénarios, cette amélioration pourrait être encore plus marquée dans les pays en développement pris en tant que groupe que dans les pays développés.

Répartition des gains de bien-être suivant les scénarios de libéralisation



Qui commerce ? Qu'échangeons-nous ?

Toutes les nations du monde participent dans une certaine mesure aux échanges commerciaux internationaux, et pratiquement tous les produits, ou du moins certains de leurs composants, dépendent de fournisseurs internationaux. Mais le commerce international ne concerne pas uniquement les marchandises. A l'échelle mondiale sont achetés et vendus des connaissances et de l'expérience, mais aussi les nombreux services dont nous avons quotidiennement besoin. Si les échanges internationaux restent dominés par les pays les plus riches, les économies émergentes du « monde en développement »-comme on l'appelle encore-viennent leur contester cette supériorité.

Les marchandises désignées dans les statistiques officielles par le terme "d'autres matières premières" (comme le pétrole et les minerais) sont celles dont le volume d'échanges compte parmi les plus importants et qui sont le moins soumises aux tarifs douaniers. Deux raisons expliquent cela. Tout d'abord, elles ne peuvent être trouvées en quantité suffisante que dans un nombre relativement limité d'endroits et doivent par conséquent être importées par la plupart des pays. Ensuite, leur importance étant vitale pour le reste de l'économie, la taxation de leur importation pénaliserait tous les autres secteurs.

Les composants et produits manufacturés (produits électroniques, lecteurs vidéo, automobiles, avions, machines, produits chimiques, vêtements, etc...) représentent la plus grande part des échanges commerciaux mondiaux. Une importante portion de ces échanges ne concerne pas les produits finaux qui seront disponibles en magasin. Mais pour fabriquer le produit qu'elle vendra de manière effective, une entreprise manufacturière a besoin d'un nombre de composants variés, allant des puces d'ordinateurs hautement sophistiquées à de vulgaires boîtiers en plastique.

La production matérielle de biens est impossible sans la logistique, les services comptables et bancaires, ceux chargés de la gestion du

personnel et toute une série d'autres services indispensables. Mais cela ne signifie pas que tous ces services doivent être mis en œuvre dans un seul et même endroit; de fait, de nombreuses tâches sont aujourd'hui accomplies à distance. En raison de leur nature même, certains services peuvent être assurés à l'étranger et d'autres ne le peuvent pas. Tous néanmoins peuvent être « échangés », grâce à l'implantation d'une société dans un pays étranger par exemple.

Le commerce international nuit-il à l'emploi, à l'environnement et au développement ?

En permanence, des emplois sont créés et d'autres sont perdus. Lorsque des emplois perdus réapparaissent peu après dans un autre pays, il peut sembler que le commerce international aggrave le chômage, précarise les emplois et affecte les salaires. Toutefois, depuis la Seconde Guerre mondiale, les pays de l'OCDE ont considérablement bénéficié de l'ouverture de leur économie, qui s'est traduite par des augmentations à long terme des salaires réels moyens.

Il est établi que les économies ouvertes atteignent des niveaux de croissance économique plus élevés que les économies fermées. Mais le commerce ne constitue cependant que l'un des nombreux facteurs à l'œuvre dans ce contexte. La croissance économique en effet est conditionnée par un vaste ensemble de politiques, couvrant des domaines allant de l'éducation à la santé, en passant par les infrastructures et l'innovation. De plus, des politiques du marché du travail efficaces sont essentielles pour assurer un partage équitable des bénéfices de cette croissance.

La production, le transport et la consommation des biens comportent un coût environnemental qui est rarement compris dans le prix auquel nous les achetons. Et cela est également vrai du coût environnemental résultant de leurs échanges. Mais cela ne signifie en rien qu'un bien produit localement respecte toujours plus l'environnement qu'un bien venu de plus loin. Le commerce peut en fait aider à atténuer les conséquences négatives de la croissance économique en rendant plus accessibles les produits et les technologies qui respectent l'environnement.

La question n'est pas de savoir si les échanges commerciaux nuisent à l'environnement - ils le font, comme de nombreuses autres activités humaines -, mais si une libéralisation accrue du commerce aggraverait ou améliorerait la situation. Bien que la libéralisation des échanges puisse conduire à une utilisation plus efficace des ressources naturelles et à une meilleure diffusion de technologies moins polluantes, aucun effet bénéfique pour l'environnement n'est automatique. Des politiques environnementales et des structures institutionnelles solides sont indispensables, tant au niveau mondial que régional, national et local.

De multiples liens unissent commerce, développement et pauvreté.

Mais les mêmes politiques peuvent avoir des effets tout à fait différents d'un pays à l'autre. Leurs résultats varient en fonction des caractéristiques physiques et géographiques des pays; de la façon dont les politiques sont mises en œuvre; des capacités et de la qualité des institutions appliquant les réformes, et de l'environnement social et politique.

Le commerce doit jouer son rôle dans une stratégie de renforcement des capacités de production de l'ensemble de l'économie d'un pays, ce qui passe par sa meilleure intégration au sein des marchés mondiaux, régionaux et nationaux. Les échanges commerciaux facilitent la diffusion des technologies, des savoir-faire et de services divers, tout en contribuant à diminuer le prix des biens et à favoriser leur distribution à plus grande échelle. Une stratégie commerciale nécessite des investissements conjugués dans les infrastructures liées au capital humain (éducation, santé et nutrition) et à l'agriculture, un accès au crédit et à l'aide technique, ainsi que des filets de sécurité sociale et des politiques promouvant la stabilité.

Qu'ai-je à y gagner ?

Ce que nous avons à y gagner dépend de notre situation (client ou vendeur), de l'endroit où nous vivons, de notre profession et de nombreux autres facteurs personnels. Cela dépend également des politiques de notre gouvernement, des accords commerciaux qu'il a signés et des mesures qu'il adopte pour favoriser les gains potentiels de l'ouverture des marchés tout en s'ajustant aux coûts qu'elle entraîne.

Quel est l'impact des échanges commerciaux sur notre vie quotidienne ? Pour nous en faire une idée, voyons comment les prix des produits ont évolué ces dernières années selon qu'ils sont échangés ou non sur les marchés internationaux. Prenons les loyers, la baguette de pain et la coupe de cheveux, qui sont des exemples de biens ou de services peu échangés sur les marchés internationaux. Leurs prix ont-ils augmenté, baissé, ou sont-ils restés stables ? Qu'en est-il du prix d'une paire de chaussures, d'un appareil photo ou d'une montre ?

Les prix des biens les plus ouverts aux échanges internationaux ont chuté : beaucoup d'entre eux sont aujourd'hui si bon marché qu'il est moins coûteux de les remplacer que de les réparer. Si les biens électroniques sont probablement les premiers qui nous viennent à l'esprit, l'habillement s'avère néanmoins être le secteur qui a connu certains des changements les plus radicaux au cours des dernières années.

Si le prix de nombreux biens a chuté, ce n'est pas uniquement dû au commerce international. Les progrès de la production et les autres avancées technologiques ont également joué un rôle crucial. Mais le commerce unit les différentes étapes du processus, il est pour ainsi dire le ciment de la chaîne de valeur.

Il est très commode de dire que "les échanges commerciaux

internationaux sont responsables” d’un phénomène socioéconomique quelconque. Cela peut être entendu de façon positive (les échanges commerciaux sont responsables de l’amélioration du bien-être) ou négative (les échanges commerciaux sont responsables de la destruction de l’environnement). Mais que nous soyons partisans d’une libéralisation accrue des échanges ou que nous y soyons hostiles, il est important de garder à l’esprit deux choses.

Les échanges commerciaux internationaux (et les politiques qui les façonnent) ne sont qu’un des nombreux facteurs dont les effets se combinent pour déterminer les résultats que nous observons. Un pays plus ouvert au commerce a plus de chances d’être prospère, mais les échanges internationaux ne peuvent pas apporter la prospérité à eux seuls, du moins pas à l’ensemble de la population. La politique, les infrastructures, l’éducation, les systèmes juridique et bancaire, l’histoire, la culture et la géographie ont également un rôle à jouer.

Le commerce et la crise

La récession mondiale apparue dans le sillage de la crise financière de 2008 a profondément affecté le commerce, comme tous les autres aspects de l’économie. Le commerce n’est pas à l’origine de la crise, mais dans la mesure où il lie étroitement les économies entre elles, il facilite la propagation des évolutions d’un pays à l’autre, que celles-ci soient négatives ou positives.

Compte tenu du besoin urgent de s’attaquer à la hausse du chômage, certains décideurs publics et une partie des médias sont tentés d’avancer que la priorité doit être de protéger l’économie nationale en réduisant les importations, en réservant les contrats publics aux entreprises nationales, en refusant d’aider les entreprises qui investissent à l’étranger, et ainsi de suite.

Une telle approche repose sur la prémisse gravement erronée selon laquelle chaque pays peut produire tout ce dont il a besoin, à un prix abordable pour sa population, en comptant uniquement sur ses propres ressources naturelles, économiques et humaines.

Les faits attestent que le commerce international peut considérablement contribuer à améliorer les niveaux de vie à travers le monde. Par conséquent, même s’il est séduisant à court terme de suivre une approche individualiste et de repli sur soi, un engagement à ne pas adopter de mesures protectionnistes coordonné à l’échelle internationale offrirait une solution bien plus efficace et durable.

Ce résumé contient des **StatLinks**, un service qui vous livre des fichiers Excel™ depuis la page imprimée!

Consultez le site **www.oecd.org/insights**.

© OECD 2009

La reproduction de ce résumé est autorisée à condition que la mention OCDE et le titre original de la publication soient mentionnés.

Les résumés multilingues sont des extraits traduits de publications de l'OCDE parues à l'origine en anglais et en français.

Ils sont disponibles gratuitement sur la librairie en ligne de l'OCDE www.oecd.org/bookshop/

Pour plus d'information, contactez le service des Droits et traductions de l'OCDE, Direction des Affaires publiques et de la communication à l'adresse rights@oecd.org ou par fax au +33 (0)1 45 24 13 91

Service des Droits et traduction de l'OCDE

2, rue André-Pascal

75116 Paris

France

Consultez notre site Internet www.oecd.org/rights